

Déchets radioactifs à Bure : à la recherche d'un débat public

LE MONDE | 03.07.2013 à 19h37 • Mis à jour le 04.07.2013 à 09h31 |

Par Pierre Le Hir



Le site de Bure, qui abrite déjà un laboratoire test à 500 mètres sous terre, devrait accueillir le futur Centre de stockage en 2025. | AFP/JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN

Comment sortir de l'impasse ? Comment mener, vaille que vaille, une consultation que les principales associations locales et environnementales ont décidé de boycotter ? Les organisateurs du débat public sur le projet de Centre industriel de stockage géologique des déchets radioactifs (Cigeo) peinent à trouver une réponse.

Porté par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), le projet controversé vise à enfouir à 500 mètres de profondeur, entre la Meuse et la Haute-Marne, les 80 000 m³ de déchets à haute activité ou à vie longue issus de la filière électronucléaire française. Les travaux doivent débiter en 2019, après une enquête publique, pour une mise en service en 2025.

Lire aussi : [Quels sont les enjeux du stockage des déchets nucléaires à Bure ?](http://planete/article/2013/05/31/quels-sont-les-enjeux-du-stockage-des-dechets-nucleaires-a-bure_3421167_3244.html) ([/planete/article/2013/05/31/quels-sont-les-enjeux-du-stockage-des-dechets-nucleaires-a-bure_3421167_3244.html](http://planete/article/2013/05/31/quels-sont-les-enjeux-du-stockage-des-dechets-nucleaires-a-bure_3421167_3244.html))

BLOCAGE TOTAL

Prévu par la loi, un débat public, initialement organisé entre le 15 mai et le 15 octobre, avec une interruption en août, devait comporter quatorze réunions, principalement dans les deux départements concernés. Mais les deux premières, chahutées par des opposants au "*cimetière radioactif*", ont tourné court au bout de quelques minutes. Trois autres ont été "*différées*", trois autres encore purement et simplement "*annulées*". A mi-parcours, le blocage est donc total.

Pour tenter de sortir de l'ornière, la Commission nationale du débat public (CNDP) devait proposer, mercredi 3 juillet, trois solutions alternatives, indique Claude Bernet, président de la Commission particulière du débat public (CPDP) sur le Cigeo. D'abord, "*une multiplication de petites réunions locales*", moins susceptibles, espère-t-il, de mobiliser les opposants. Ensuite, à partir du 11 juillet, une dizaine de "*débats contradictoires*" sur Internet, avec des groupes diversifiés d'experts français et étrangers. Enfin, avant la fin de l'année, une "*conférence de citoyens*", avec un panel d'habitants de la Meuse et de la Haute-Marne qui seront formés au sujet pendant plusieurs semaines et qui rendront un avis. En outre, le processus de consultation sera prolongé de deux mois, jusqu'au 15 décembre.

"S'ENTÊTER OU REGARDER LA RÉALITÉ EN FACE"

"Il faut être réaliste. Pour l'instant, nous ne pouvons plus tenir de grande réunion publique, commente Claude Bernet. Pour autant, il existe une vraie demande d'information et d'expression, dont témoignent les plus de 350 questions et avis que nous avons déjà reçus sur notre site, comme les 23 cahiers d'acteurs enregistrés. Il faut donc trouver d'autres voies pour accéder au public, afin que le débat ait lieu."

Réalisme pour réalisme, les opposants au Cigeo, qui continuent de dénoncer un simulacre de démocratie ne visant, selon eux, qu'à légitimer la solution de l'enfouissement des déchets nucléaires, ont une tout autre approche. "*A ce stade, la situation contraint à un vrai choix sur la gestion des déchets du nucléaire : s'entêter ou regarder la réalité en face*", réagit le Collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs (Cedra), basé en Haute-Marne.

"DÉCLARER UN MORATOIRE"

Regarder la réalité en face exige, à ses yeux, de "*remettre à plat tout le problème des déchets nucléaires*". En particulier de "*déclarer un moratoire*" sur le projet de stockage géologique, de "*suspendre le calendrier*" en cours et d'"*étudier réellement toutes les alternatives*".

De leur côté, les antennes de la Meuse et de la Haute-Marne d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), ainsi que la section haut-marnaise du Parti de gauche, invitent la population à des "*réunions-débats contradictoires*", les 4 et 10 mai à Bure (Meuse) et à Chaumont (Haute-Marne).

Reste que, même si les déchets du nucléaire auront, au final, rarement autant focalisé l'attention, il sera bien difficile de tirer des conclusions d'un débat tronqué.

Pierre Le Hir
